Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

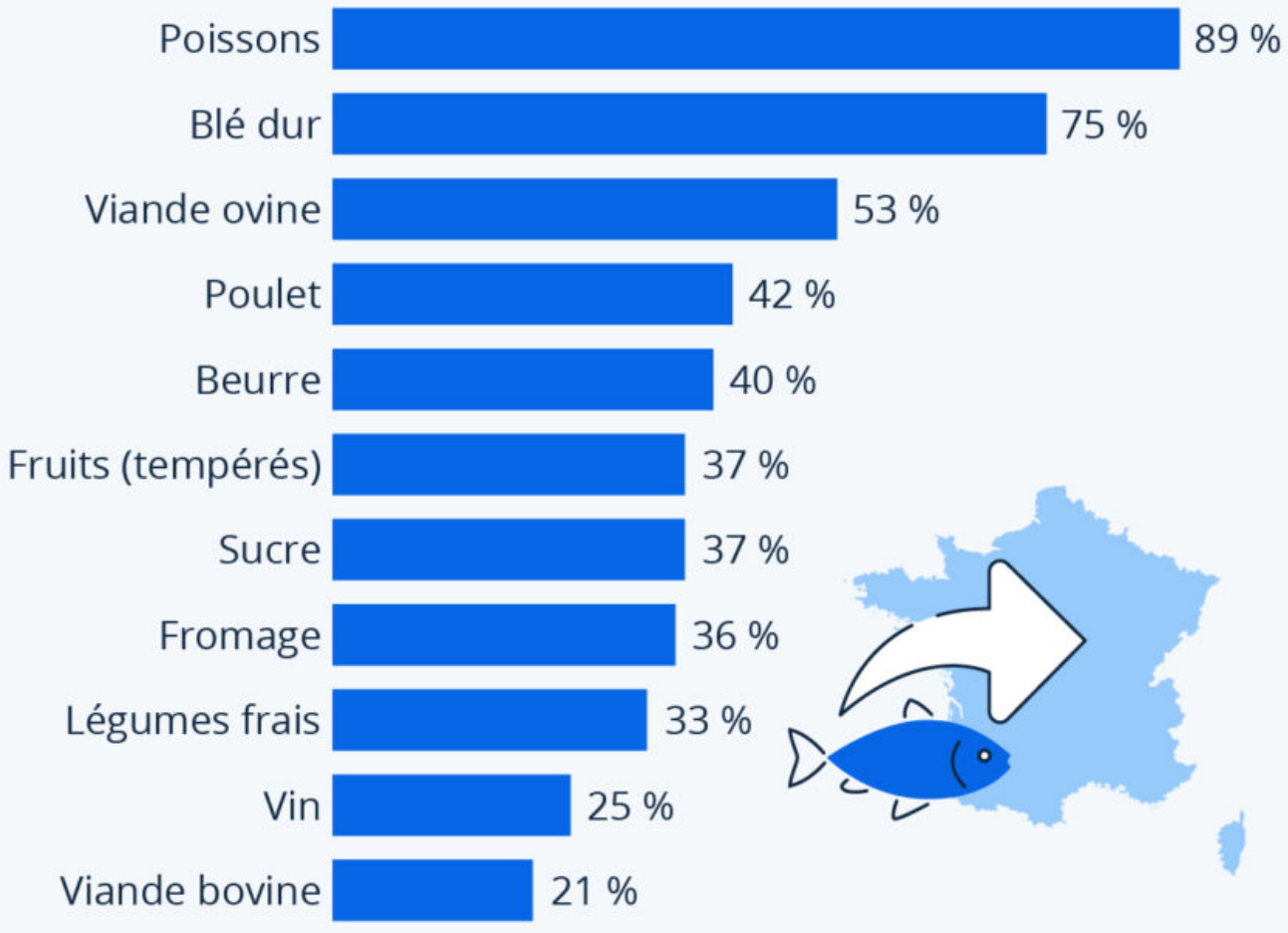
Quels produits agricoles sont les plus importés en France ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

La France importe une large part de son alimentation

Dépendance moyenne de la France aux importations d'une sélection de produits alimentaires entre 2018 et 2020



Source : FranceAgriMer

statista

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Dans son plus récent rapport, publié en janvier, le Haut Conseil pour le climat relève que la France importe 20 % de son alimentation. En valeur, les importations alimentaires du pays ont doublé depuis 2000. Alors que la pandémie de Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine ont mis en lumière certaines fragilités dans le système alimentaire français, notre dépendance aux importations reste particulièrement importante pour certains produits, comme le montre notre infographie, basée sur les plus récentes données de FranceAgriMer.

C'est tout particulièrement le cas pour le poisson, puisque la quasi-totalité de ce qui est consommé en France vient de l'étranger. Trois quarts du blé dur, ingrédient principal des pâtes, de la semoule ou du boulgour, proviennent quant à eux de l'importation. La question des importations de produits alimentaires a récemment été remise au cœur du débat : les agriculteurs français reprochent en effet aux pouvoirs publics d'autoriser une « concurrence déloyale » avec les producteurs étrangers, dont les produits sont soumis à des règles moins strictes que ceux produits sur le territoire.

De Valentine Fourreau pour Statista

TVA à l'importation : rappel des modalités déclaratives à la Direction générale des Finances publiques

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Depuis le 1er janvier 2022, la TVA applicable aux importations est déclarée sur la déclaration de TVA auprès de la Direction générale des Finances publiques (DGFiP). Cette modalité déclarative permet de collecter et déduire simultanément la TVA à l'importation sur la déclaration de TVA.

La TVA à l'importation n'est plus déclarée et payée auprès de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) lors des opérations de dédouanement que dans le seul cas des non assujettis sans numéro de TVA intracommunautaire, principalement les particuliers.

Aussi, si vous réalisez des importations et que vous êtes assujetti à la TVA ou disposez d'un numéro de TVA intracommunautaire valide en France, vous êtes tenu de déclarer votre TVA à l'importation sur la déclaration de TVA n° 3310-CA3 et ce, quel que soit votre régime d'imposition à la TVA : régime d'imposition réel normal mensuel ou trimestriel, régime simplifié d'imposition, franchise en base ou si vous êtes exonéré de TVA.

Des précisions sont apportées pour les importateurs ne relevant pas actuellement d'un régime réel normal d'imposition à la TVA :

– les importateurs placés sous le régime simplifié d'imposition en matière de TVA ne peuvent plus bénéficier de ce régime et doivent se rapprocher de leur service des impôts des entreprises pour indiquer leur intention de réaliser des importations et être ainsi placés sous un régime réel normal d'imposition ;

Ecrit par le 16 novembre 2026

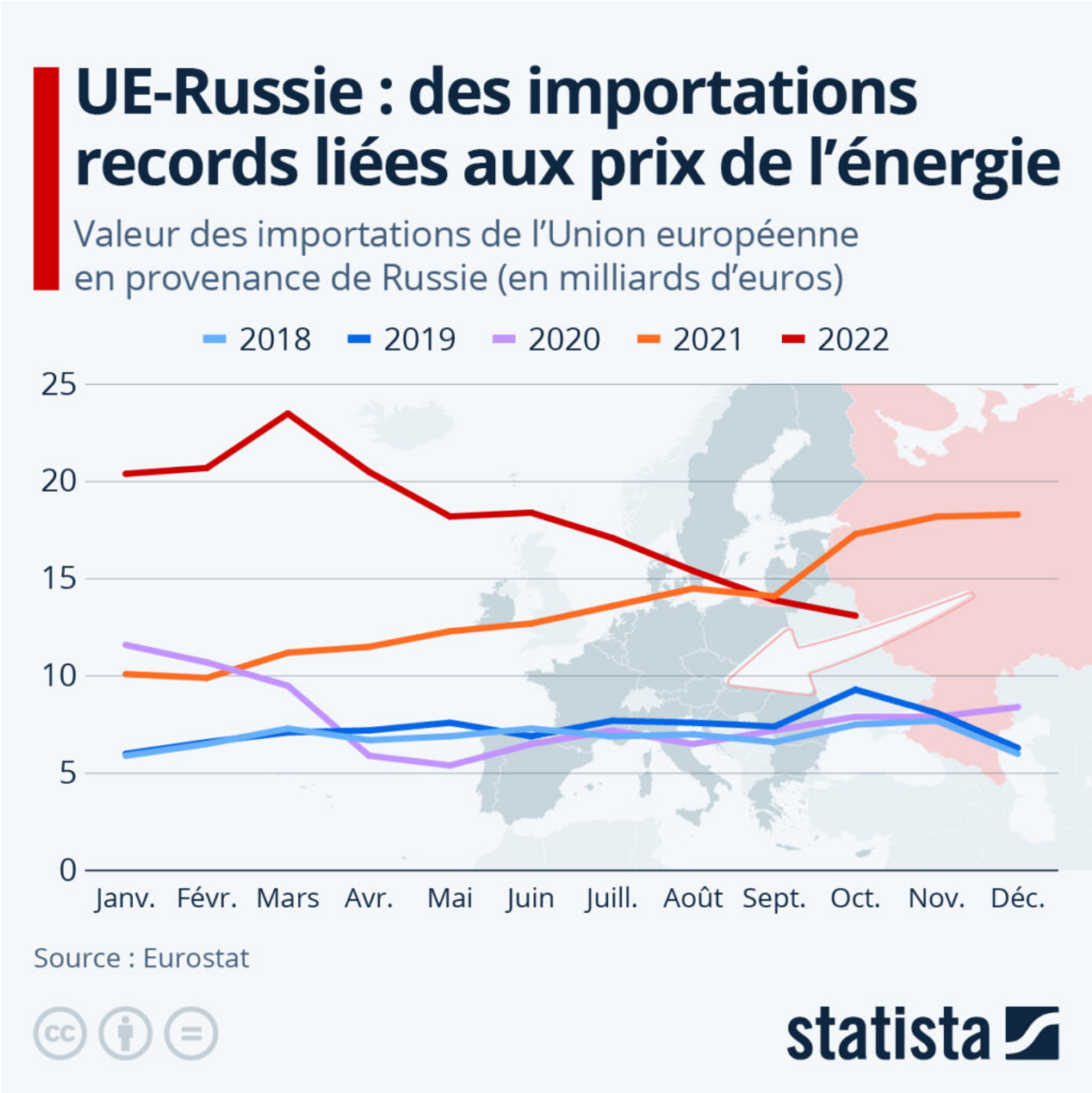
– les importateurs placés sous un régime de franchise en base de TVA ou exonérés de TVA doivent disposer d'un numéro de TVA intracommunautaire français ; ils doivent le communiquer à la DGDDI lors des opérations de dédouanement ; ils déclareront la TVA afférente aux importations sur la déclaration n° 3310-CA3 de TVA, au titre du mois où la TVA est devenue exigible. S'ils ne disposent pas de numéro de TVA intracommunautaire français, ils doivent se rapprocher de leur service des Impôts des entreprises pour obtenir ce numéro.

Pour plus d'informations, une notice dédiée à la TVA à l'importation est disponible sur le site impots.gouv.fr.

UE-Russie : des importations records liées aux prix de l'énergie

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Jusqu'en octobre 2022, les États membres de l'Union européenne ont importé de Russie des marchandises d'une valeur de 181 milliards d'euros, soit une augmentation de 38 % par rapport à l'année précédente.

Cela ne signifie pas pour autant que les sanctions imposées à la suite de la guerre d'agression russe en

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Ukraine n'ont pas eu d'effet, comme l'illustre la tendance à la baisse représentée dans notre graphique basé sur les données d'Eurostat. Le record d'importation de l'année dernière s'explique essentiellement par la forte hausse des prix des combustibles fossiles au cours du premier semestre. Mais depuis la fin de l'été, les cours du pétrole et du gaz sont retombés.

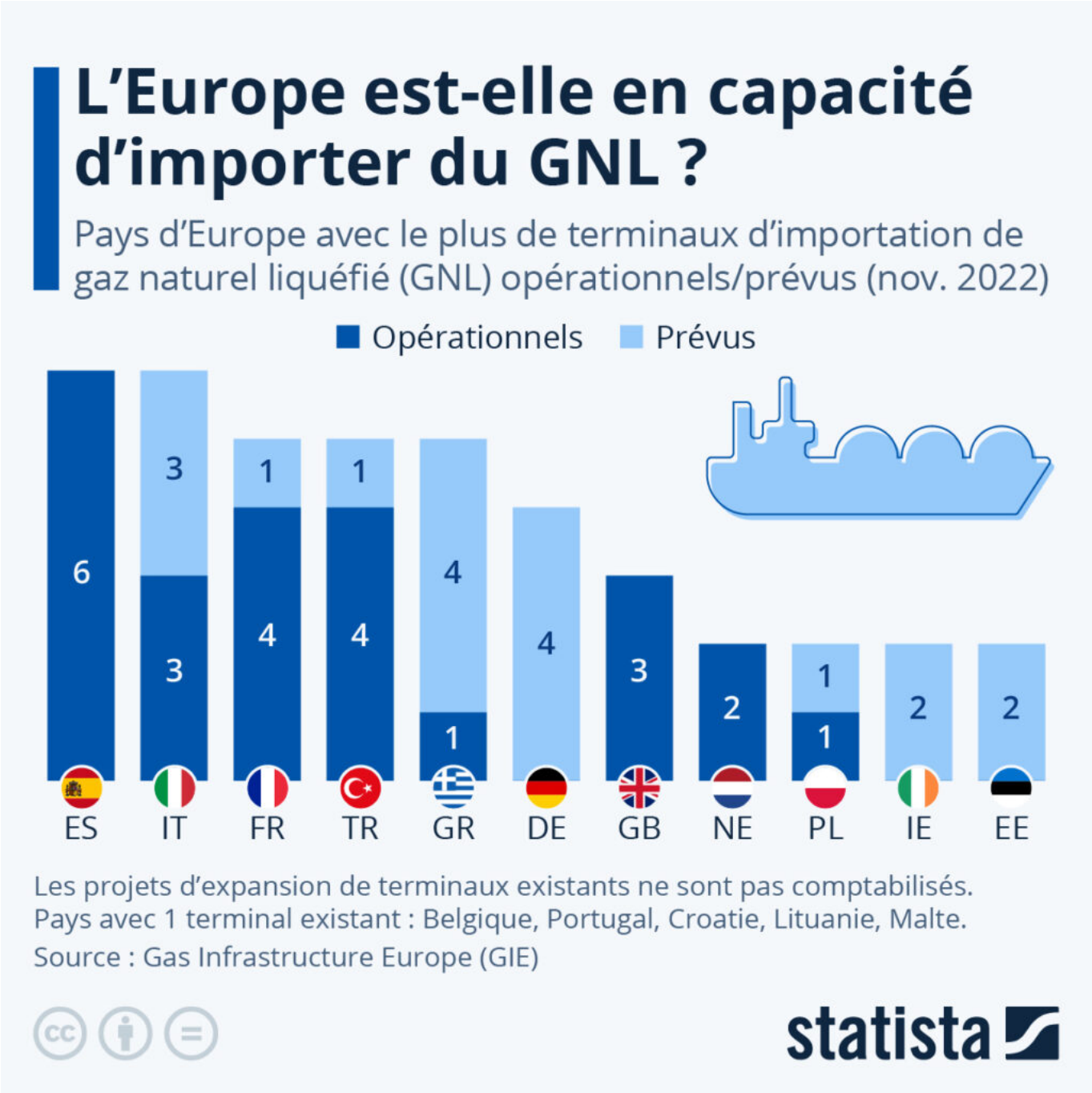
Au cours des dix premiers mois de 2022, les importations européennes de « combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes » provenant de Russie ont représenté 131,5 milliards d'euros, soit 73 % du total importé de ce pays, selon Eurostat. A titre de comparaison, en 2021, les recettes russes liées aux exportations de pétrole et de gaz vers l'Europe s'élevaient à 104 milliards d'euros et représentaient 64 % du total exporté vers l'UE.

De Claire Villiers pour Statista

L'Europe est-elle en capacité d'importer du GNL ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



L'approvisionnement de l'Europe en gaz russe n'étant plus assuré depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine, de nombreux pays européens ont dû s'efforcer de trouver d'autres sources. Bien que l'UE ait adopté un plan visant à réduire la consommation de gaz naturel de 15 % cet hiver par rapport à la moyenne des cinq dernières années, elle n'est pas encore prête de se passer cette source d'énergie.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

L'une des réponses de l'Europe à la crise est l'augmentation des importations de gaz naturel liquéfié (GNL). Contournant l'utilisation des gazoducs en provenance de l'Est, les terminaux GNL ouvrent une plus grande variété de fournisseurs potentiels. L'un des principaux bénéficiaires de cette évolution est jusqu'à présent les États-Unis. Au cours du premier semestre 2022, les États-Unis sont devenus le premier fournisseur de GNL au monde, 71 % de leurs exportations étant destinées à l'UE et au Royaume-Uni.

L'Allemagne, par exemple, qui avait développé une importante dépendance à la Russie pour les livraisons de gaz, a annoncé la construction de quatre terminaux d'importation de GNL depuis le début de la guerre en février 2022. Comme le montre cette infographie réalisée à partir des données de Gas Infrastructure Europe, il s'agira des premiers terminaux du pays. D'où viendra le gaz ? En grande partie du Qatar. L'entreprise publique Qatar Energy a annoncé fin novembre qu'un accord avait été conclu avec des entreprises allemandes, représentant un contrat de 15 ans pour l'achat de 2 millions de tonnes de gaz liquide par an. Les livraisons commenceront en 2026, le gaz étant vendu par le Qatar à la société américaine ConocoPhillips, avant d'être livré à l'un des terminaux allemands qui seront alors construits.

En France, on dénombre actuellement quatre terminaux fonctionnels (à Fos-sur-Mer, Montoir-de-Bretagne et Loon-Plage), ainsi qu'un nouveau terminal en projet dans le port du Havre.

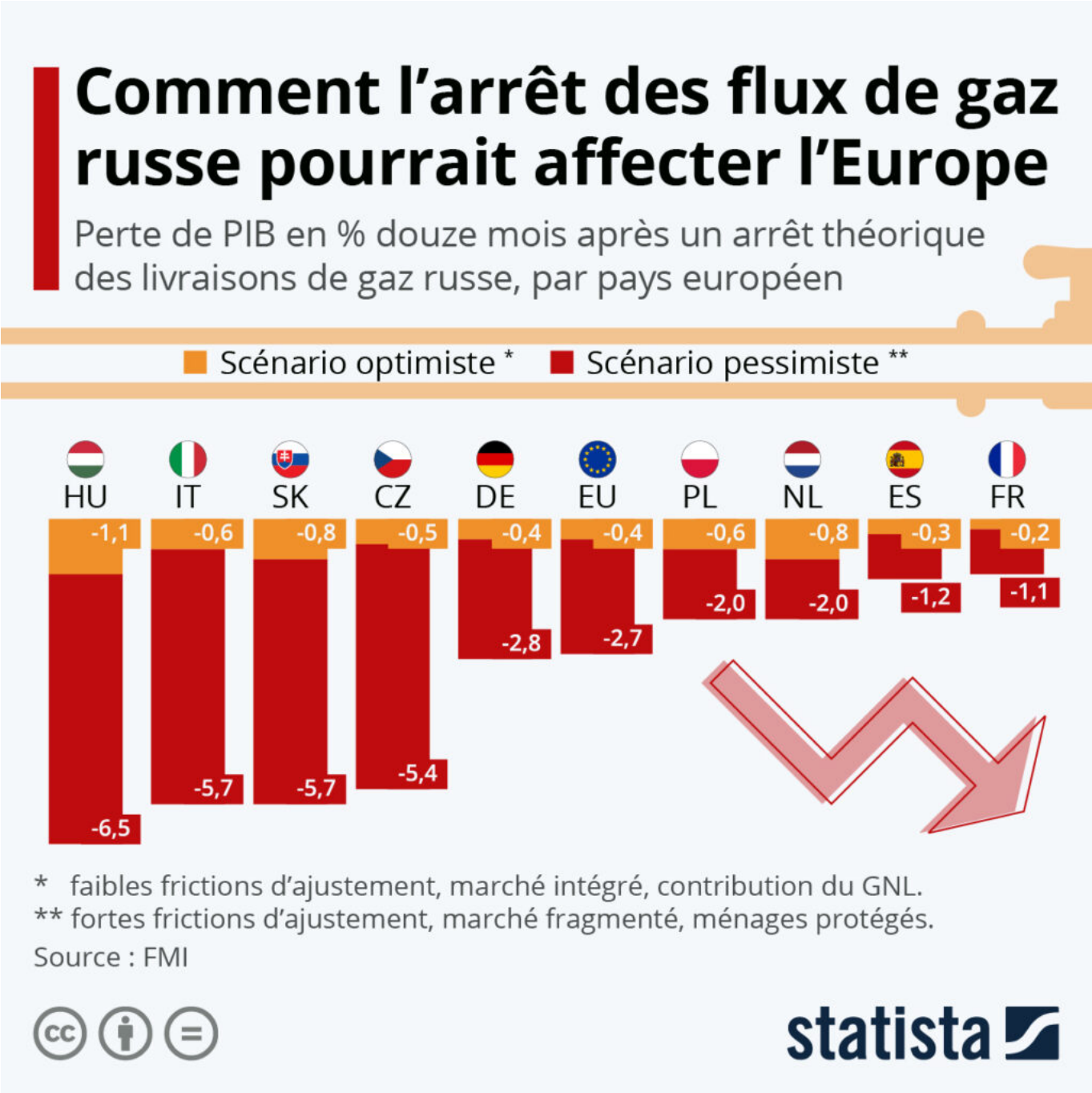
Bien qu'il s'agisse d'une solution à moyen terme, l'utilisation du gaz naturel liquéfié est controversée. L'Agence fédérale allemande pour l'environnement affirme que l'utilisation accrue du GNL, surtout par rapport au gaz transporté par gazoduc, ne peut se justifier du point de vue de la politique climatique et de l'efficacité énergétique. Néanmoins, l'agence affirme qu'une expansion des infrastructures GNL au cours de la phase de transition vers des énergies plus propres pourrait contribuer à améliorer la sécurité de l'approvisionnement et à accroître la concurrence.

Tristan Gaudiaut pour Statista

Levier du gaz russe : quel impact aurait l'arrêt des flux vers l'UE ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Alors qu'une fermeture de Nord Stream avait eu lieu récemment pour maintenance, la Russie a repris jeudi dernier ses livraisons via ce pipeline qui achemine environ le tiers des importations de gaz de l'Union européenne. Si cela a d'abord apaisé les dirigeants européens (qui craignaient que Moscou maintienne le robinet fermé en réponse aux sanctions), Gazprom a annoncé lundi 25 juillet qu'il allait

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

diminuer ses volumes livrés à partir de mercredi : soit environ 20 % des capacités du gazoduc, contre 40 % actuellement.

Alors que la guerre s'intensifie en Ukraine, le contrôle de cette installation stratégique donne à Vladimir Poutine un levier majeur pour diviser les Vingt-Sept sur le plan géopolitique, dans un contexte où le continent est sous la menace d'une crise énergétique cet hiver.

Comme le détaille une étude du FMI, un arrêt complet des livraisons de gaz russe aurait des répercutions économiques majeures en Europe. Douze mois après une coupure totale des exportations, l'organisation estime que le produit intérieur brut (PIB) de certains pays européens pourrait chuter de plusieurs points dans les scénarios les moins optimistes.

Les plus affectés seraient des pays d'Europe centrale – la Hongrie, la Slovaquie et la Tchéquie – ainsi que l'Italie, où le risque de pénurie en gaz concerne jusqu'à 40 % de la consommation domestique. Dans le pire des scénarios – c'est à dire en l'absence de contribution du gaz naturel liquéfié (GNL) et qu'il soit nécessaire de protéger les ménages des pénuries (en plus de l'industrie) – entre 5 et 6 points pourraient être retranchés du PIB de ces pays. L'Allemagne et la Pologne s'en sortiraient un petit peu mieux, avec des pertes comprises entre 2 et 3 points.

Le gaz naturel étant toujours très utilisé en Europe pour produire de l'électricité et du chauffage pour les particuliers, des tensions pourraient avoir lieu pour savoir à qui donner la priorité en cas de pénurie de gaz l'hiver prochain dans certains pays. Même pour des économies européennes beaucoup moins exposées à la dépendance au gaz russe, comme la France ou l'Espagne, les retombées économiques d'une telle crise pourraient se traduire par une réduction du PIB d'environ 1 % si l'un des scénarios les plus pessimistes du FMI devait s'appliquer à l'UE.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

En Paca, 1 véhicule d'occasion sur 5 provient de l'étranger

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

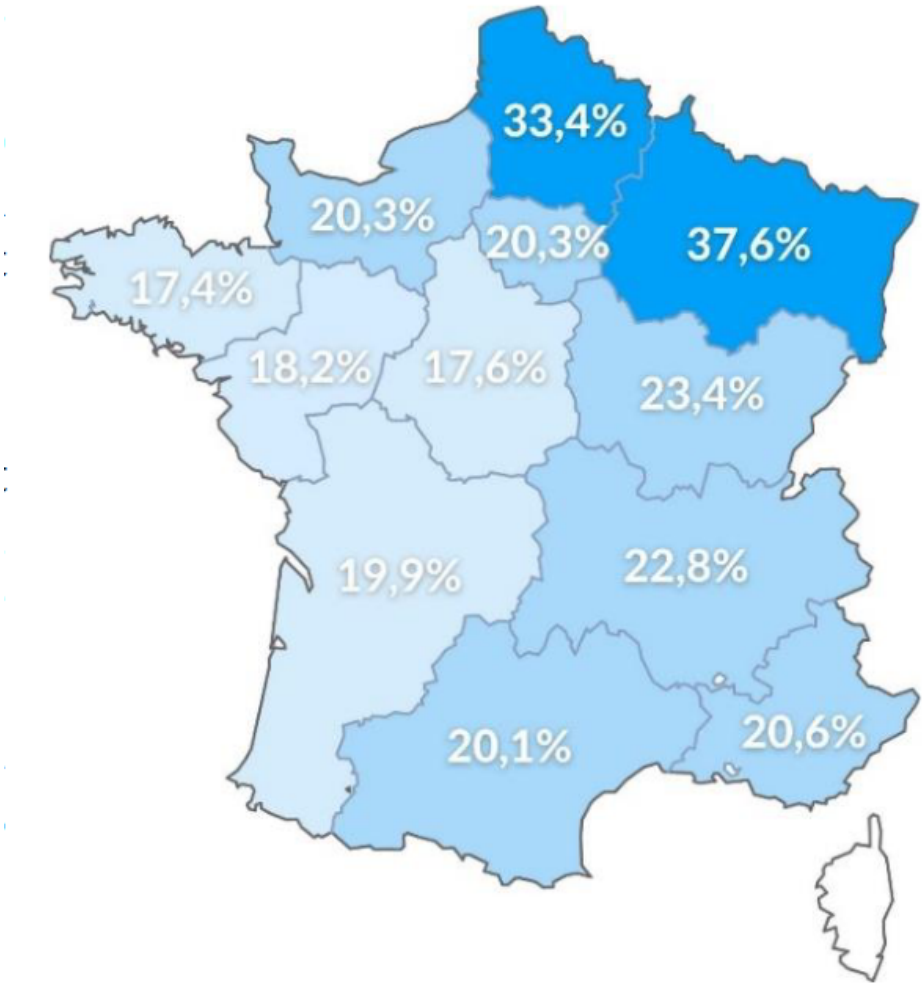


Alors qu'il se vend désormais en France 3 fois plus de voitures d'occasion que de voitures neuves et que le cap des 6 millions de transactions a été franchi en 2021, Odopass, application proposant d'accompagner les particuliers pour l'achat à la revente de leur véhicule d'occasion, livre aujourd'hui une première étude consacrée aux véhicules d'occasion importés, c'est-à-dire dont la première immatriculation a eu lieu à l'étranger.
Cette étude indique ainsi que près de 24% des véhicules d'occasion qui circulent aujourd'hui dans l'Hexagone sont importés, soit près d'1 automobile sur 4. Pour sa part, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur compte 20,6% de voitures importées dans son parc automobile. Elle occupe la 5e place du classement. Elle est talonnée par l'Ile-de-France et la Normandie (20,3%), mais se situe derrière les régions Auvergne-Rhône-Alpes (22,8%), la Bourgogne Franche-Comté (23%), les Hauts-de-France (33%) et le Grand Est (37%).

Part des véhicules dont la première immatriculation a eu lieu à l'étranger dans le marché des véhicules d'occasion par région

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Dans le top 3 des marques automobiles les plus importées en France, on retrouve sans grande surprise trois constructeurs allemands haut de gamme. Les voitures allemandes sont en effet les plus recherchées depuis des décennies et continuent aujourd'hui de bénéficier d'une 'aura' en occasion. Ainsi, BMW arrive en tête (16% des véhicules importés) devant Audi et Volkswagen (13% chacun). Peugeot et Renault, quant à eux, talonnent les marques allemandes avec 12% de véhicules de seconde main ayant été immatriculés à l'étranger avant de circuler en France.

« Il n'est pas rare que le compteur kilométrique de la voiture ait été réduit. »

Ghislain Trabichet, cofondateur d'Odopass

Ecrit par le 16 novembre 2026

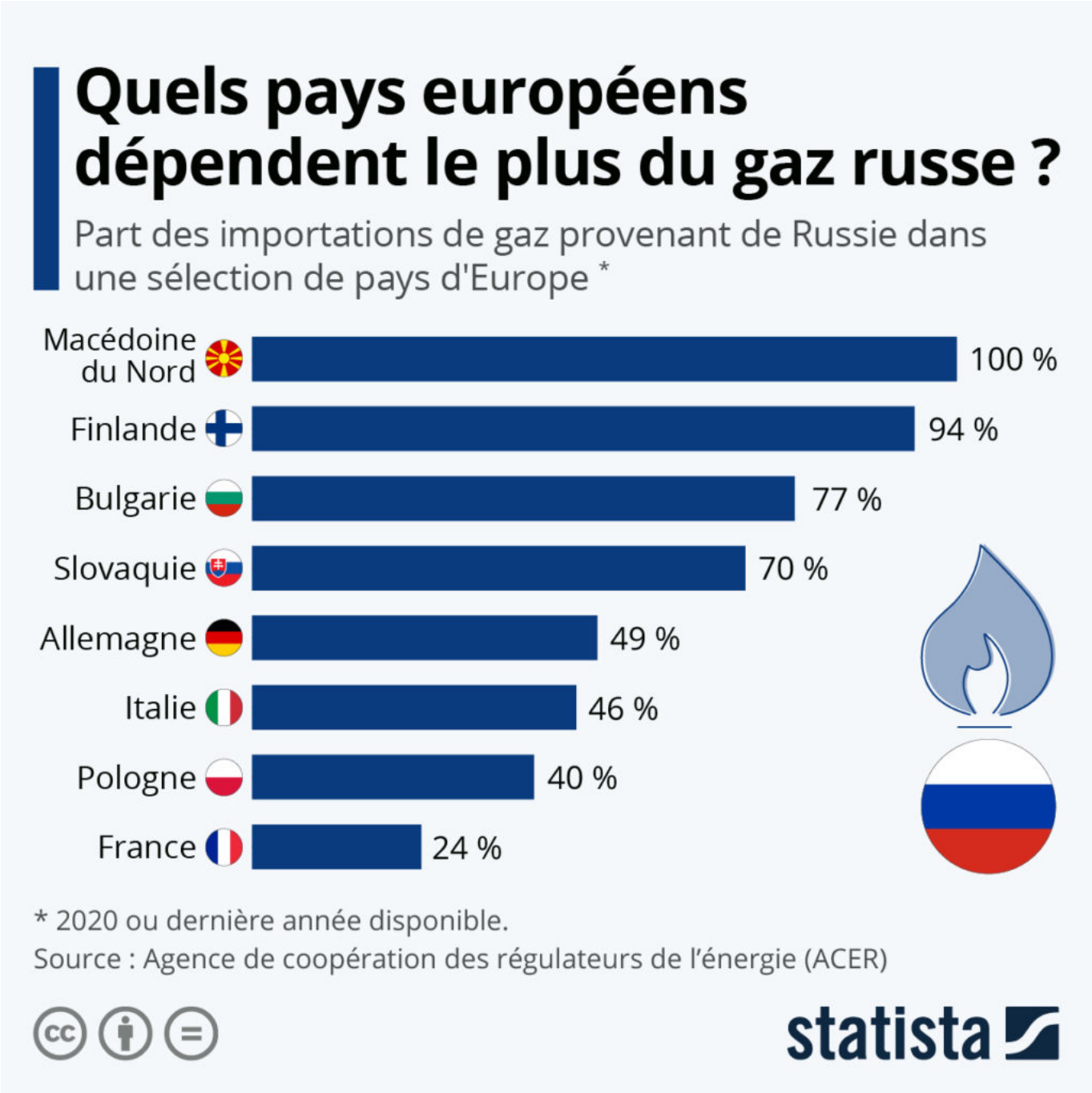
« Cette première étude met en lumière la part importante des voitures d'occasion importées dans le parc automobile français, explique Ghislain Trabichet, cofondateur d'Odopass. Modèle mythique introuvable dans l'Hexagone ou véhicule simplement moins cher dans un autre pays, de multiples raisons peuvent pousser à acheter sa voiture dans un pays étranger. Mais attention. Ce qui peut poser un problème n'est pas la qualité des modèles importés mais celle des informations sur l'historique et l'entretien du véhicule. En effet, il n'est pas rare que le compteur kilométrique de la voiture ait été réduit. En outre, le contrôle technique à l'étranger est parfois plus laxiste qu'en France (133 points de contrôle aujourd'hui). La voiture peut alors être moins contrôlée. »

L.G.

Quels pays européens dépendent le plus du gaz russe ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Alors que les États-Unis et l'Union européenne travaillent sur une stratégie de sécurité énergétique visant à trouver des alternatives pour l'approvisionnement de l'Europe au cas où la Russie fermerait le robinet du gaz, le Qatar a déclaré qu'il ne pourra pas à lui seul compenser les dizaines de milliards de mètres cubes qui viendraient à manquer. Si, dans le pire des scénarios, l'escalade des tensions en Ukraine débouche sur un conflit et que la Russie cesse d'exporter vers l'Europe, le continent est exposé à

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

une crise énergétique en raison de sa dépendance vis-à-vis du gaz russe. Le pays fournit en effet plus de 45 % du gaz naturel utilisé dans l'Union européenne.

Les données de l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie montrent quels pays sont les plus menacés en cas d'arrêt des flux russes. Parmi les principales économies européennes, l'Allemagne importe environ la moitié de son gaz de Russie, tandis que la France ne s'approvisionnait qu'à hauteur de 24 %, selon les dernières données disponibles. C'est la Norvège qui est le premier fournisseur de l'Hexagone, avec 35 % des volumes de gaz. L'Italie est également parmi les pays les plus exposés à une crise énergétique, avec une dépendance de 46 % vis-à-vis du gaz russe.

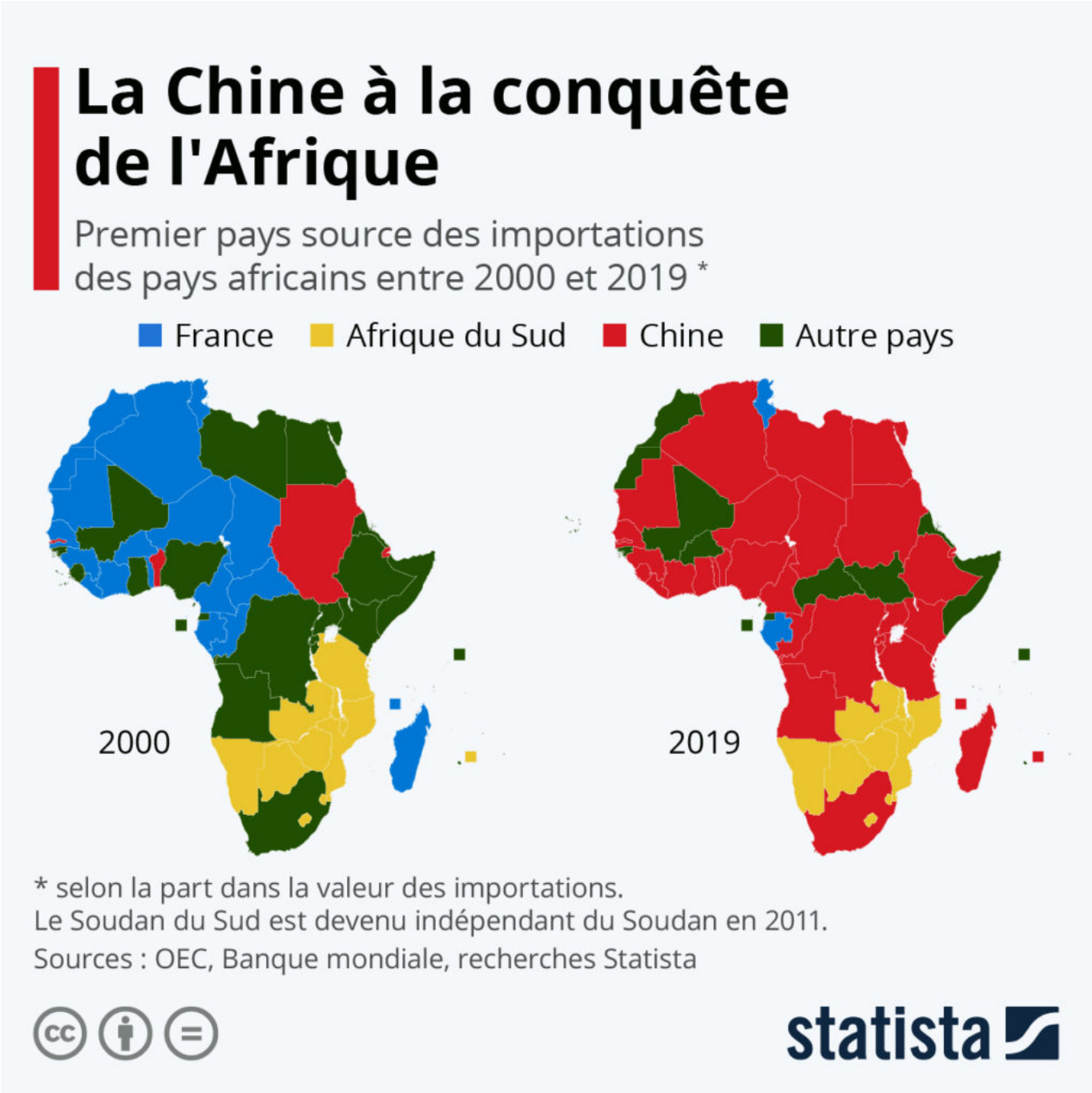
Le Royaume-Uni est dans une position différente, puisqu'il tire la moitié de son approvisionnement en gaz de sources nationales et importe principalement de Norvège et du Qatar. L'Espagne ne figure pas non plus sur la liste des principaux clients de la Russie, les principaux partenaires commerciaux du pays étant l'Algérie et les États-Unis. Certains petits pays européens dépendent exclusivement du gaz russe, à savoir la Macédoine du Nord, la Bosnie-Herzégovine et la Moldavie. La dépendance est également supérieure à 90 % de l'approvisionnement en gaz en Finlande et en Lettonie, et à 89 % en Serbie.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Afrique : la Chine pousse la France vers la sortie

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



En 2000, la Chine n'était la première source d'importations que de quelques pays africains : le Soudan, la Gambie, le Bénin et Djibouti. À cette époque, la France occupait encore une position privilégiée sur le continent, en particulier dans les pays francophones et au Maghreb. Mais comme le met en avant notre infographie, vingt ans plus tard, la superpuissance asiatique s'est imposée comme le premier fournisseur de marchandises pour plus de 30 nations africaines. Dans le même temps, face à la concurrence chinoise,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

les parts de marché à l'exportation de la France sur le continent n'ont cessé de diminuer (passant de 11 % en moyenne en 2000 à moins de 6 % en 2017).

Les liens entre la Chine et l'Afrique se sont intensifiés de manière considérable au cours des deux dernières décennies. Comme le décrit Julia Faria, experte en recherche pour l'Angola, le Kenya et la Tanzanie chez Statista : « La valeur des exportations chinoises vers les pays africains a bondi de 5 milliards de dollars (en 2000) à plus de 110 milliards de nos jours. La jeune population d'Afrique, encouragée par développement du marché de la consommation sur le continent, a stimulé l'exportation des marchandises chinoises. »

Mais il ne s'agit pas que d'une voie à sens unique : « Les exportations africaines vers la Chine ont également augmenté, mais à un rythme plus lent. En 2019, la valeur totale des exportations vers la Chine a atteint près de 80 milliards de dollars. La demande chinoise croissante en matières premières a trouvé un fournisseur solide en Afrique, avec des exportations évaluées à environ 17,5 milliards de dollars en 2019. »

Bien au-delà d'une simple relation commerciale, la Chine est également depuis plusieurs années le premier investisseur étranger en Afrique. Le géant asiatique a été à l'origine de 25 % des financements d'infrastructures sur le continent en 2018, dans le cadre notamment de son projet des « nouvelles routes de la soie« .

De Tristan Gaudiaut pour Statista